Prénom Nom
Adresse
code postal
ville

Fait le date à ville.

OBJET : Recours gracieux pour faire annuler l'arrêté préfectoral concernant la carrière de la commune de Sainte-Julie.

Monsieur le Préfet de l'Ain,

Le 6 novembre 2019, à Bourg-en-Bresse, vous avez signé un arrêté dont l'intitulé est « Arrêté préfectoral portant autorisation environnementale relatif à l'exploitation par la S.A. Carrières de Saint Laurent d'une carrière à SAINTE JULIE ». Par le présent courrier, je sollicite un recours gracieux pour faire annuler cet arrêté. En voici les raisons :

- L'ouverture de la carrière va augmenter la circulation des poids-lourds et des engins de chantier sur la voie publique. Ma maison subit déjà de nombreuses vibrations en lien avec cette circulation et, étant construite en pisé, je crains qu'elle finisse par s'effondrer. Or aucun plan de circulation réglementée en concertation avec les habitants n'a été prévu dans l'arrêté.

- La nouvelle exploitation prévoit une augmentation significative des bruits émanant de la carrière. Mon habitation se trouve à proximité de cette exploitation et les bruits, déjà très importants lors de la précédente exploitation, vont devenir insupportables. Comme vous le savez, l'Agence Régionale de la Santé a pointé le fait que les mesures de bruits et les simulations qui en découlent sont incohérentes et non représentatives de ce que subissent les riverains. Elle préconise une révision des mesures, ainsi que la mise en place de dispositifs pour réduire les nuisances sonores en direction des riverains tels que des merlons de terres ou des panneaux anti-bruit. Or l'arrêté que vous avez signé, ne prévoit aucun aménagement dans ce sens, ni ne prévoit la mise à jour de la carte des relevés de bruits. Il ne prévoit pas non plus de compensations financières pour isoler phoniquement mon habitation.

- **Mon habitation / mon activité commerciale (préciser quelle activité)** se situe sur la commune de **citer votre commune**. Celle-ci est desservie en eau par le puits du Luizard de la commune de Chazey-sur-Ain. Une pollution de ce puits pourrait **nuire à ma santé / nuire à mon activité (préciser dans quelle mesure : santé des animaux, perte de clientèle, coût des contrôles sanitaires, coût d'éventuelles installations de dépollution, etc...)**. Or, l'étude géologique présentée par l'exploitant ne permet pas d'affirmer l'étanchéité de la nappe phréatique dans laquelle aura lieu l'exploitation avec le puits du Luizard. D'autre part, l'exploitant a affirmé que les déchets déversés dans les nappes phréatiques viendraient uniquement du creusement du tunnel Lyon-Turin, or, les appels d'offres de ce chantier n'étant pas encore publiés, celui-ci ne dispose pas du marché et ne peut garantir que d'autres déchets issus du BTP ne pourront être déversés. Enfin le programme d'« auto-surveillance » dont il est fait mention dans l'arrêté préfectoral, par son manque d'indépendance vis à vis de l'exploitant, est inadéquat avec la préservation de la qualité de notre eau, indispensable **pour notre santé / à de mon activité économique**.

- Habitant sur le territoire de la Plaine de l'Ain, je sais que nos réserves d'eau deviennent rares, la plupart étant polluées soient par les activités industrielles, soit par les activités agricoles. Le projet soumis à autorisation préfectorale se situe au dessus d'une nappe phréatique qui constitue notre dernière réserve d'eau potable d'excellente qualité sur le territoire. L'exploitation telle que prévue va modifier la nature géologique de notre sol et par conséquent la qualité de cette eau. Dans le cas

d'une future consommation de cette eau, il nous reviendra à nous contribuables, donc à moi, via mes impôts, de payer les infrastructures pour retraiter cette eau, ou de payer les lourdes infrastructures permettant d'acheminer de l'eau à mon habitation. Au vu de ces dépenses colossales à venir, l'arrêté préfectoral ne devrait pas autoriser l'exploitant à œuvrer dans la nappe phréatique.

- Mon habitation se situe à proximité de la carrière. Étant donné l'ampleur du projet et son impact sur le territoire, celui-ci aura une incidence forte sur la valeur foncière de ma maison. Aucune compensation n'a été prévue dans ce sens.

Étant donné tous ces faits, je vous prie, Monsieur le Préfet, de bien vouloir reconsidérer votre arrêté préfectoral. Je m'adresse à vous, garant de l'intérêt général ; je ne doute pas que vous voudrez bien entendre que la décision qui vient d'être prise me paraît déséquilibrée en faveur de l'exploitant et en défaveur des riverains. J'espère que vous accepterez de prendre davantage en considération les intérêts des habitants.

En espérant une réponse favorable de votre part, veuillez recevoir Monsieur le Préfet, l'expression de mes salutations respectueuses.

SIGNATURE